

Une initiative qui sert les intérêts de Christoph Blocher

Le 27 septembre, la Suisse se prononcera sur l'initiative sur la neutralité. Son nom fait référence à une longue tradition suisse. Mais cette initiative sert avant tout à satisfaire les intérêts personnels de Christoph Blocher, son instigateur.

En février 2022, le régime de Poutine envahit l'Ukraine, en violation du droit international. En réaction, l'Union européenne impose des sanctions à la Russie. La Suisse, principale place de négoce des matières premières russes, adopte ces sanctions peu après. Il s'agit d'une mesure importante, destinée à empêcher que la guerre ne soit cofinancée par la place financière suisse.

C'est à peine deux semaines plus tard que Christoph Blocher, figure de proue de l'UDC, annonce l'initiative sur la neutralité. Son objectif principal est d'empêcher toute sanction suisse contre le régime de Poutine à l'avenir. Les sanctions ne seraient autorisées que si elles étaient décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Or, la Russie y dispose d'un droit de veto! La conséquence est évidente: si cette initiative était adoptée, aucune nouvelle sanction ne serait possible et les sanctions existantes devraient même être levées.

Avec l'initiative sur la neutralité, les transactions (qui font la richesse des banques, des fiduciaires et des avocats) devraient à l'avenir pouvoir à nouveau être menées au grand jour et sans restriction. Que ce soit précisément Christoph Blocher qui ait lancé cette initiative n'est guère surprenant. Pendant le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, il s'était déjà opposé avec véhémence aux sanctions internationales. Là encore, il s'agissait pour lui de préserver ses propres intérêts commerciaux dans ce pays.

Si l'initiative était adoptée, la Suisse perdrait toute marge de manœuvre autonome en cas de conflits futurs. Les sanctions contre des régimes belligérants ou autoritaires ne seraient plus possibles que si le Conseil de sécurité de l'ONU parvenait à un accord qui, compte tenu du droit de veto de la Russie et de la Chine, est exclu dans la plupart des cas de crise. La Suisse deviendrait ainsi le seul pays d'Europe à accorder aux oligarques, aux profiteurs de guerre et aux régimes autoritaires un accès illimité à sa place financière.

Le 27 septembre, les électeurs décideront si cette marge de manœuvre sera rétablie ou définitivement supprimée. Nous espérons que les lecteurs de L'Essor ne se laisseront pas influencer par les belles paroles de l'UDC.

Démantèlement du service civil ?

La conseillère nationale neuchâteloise Clarence Chollet l'affirme clairement: « Le service civil apporte une contribution concrète et utile à notre société. L'affaiblir, c'est se priver d'un engagement essentiel au quotidien ».

Le peuple suisse, à une courte majorité, ne l'a malheureusement pas entendue puisqu'il a accepté une révision de la loi sur le service civil particulièrement néfaste. Cette loi rendra plus difficile l'accès à ce service. Pourtant, celui-ci est essentiel car les civilistes (près de 7000 en 2025) permettent de combler le manque de personnel, notamment dans les hôpitaux, les homes pour personnes âgées, les écoles, la protection de l'environnement et l'agriculture de montagne.

Le durcissement de la loi réduira **de 40%** le nombre d'admissions au service civil. Les personnes qui ont voté pour cette diminution le regretteront certainement le jour où elles seront confrontées au manque de personnel dans certains secteurs. Ce vote est affligeant car il restreint le droit constitutionnel d'effectuer un service civil au lieu du service militaire en cas de conflit de conscience.



À peine 10 jours après le « oui » serré du peuple, le Conseil fédéral a dévoilé son plan consistant à fusionner le service civil et la protection civile et de créer un service de sécurité qui reprendrait certaines tâches du service civil. Cependant, les affectations dans les domaines de la santé, du social et de la protection de l'environnement seraient massivement réduites, voire purement et simplement supprimées dans les domaines de l'école et de l'agriculture. Le service civil tel qu'il existe aujourd'hui serait anéanti.

Dans le même temps, le chef du Département militaire fédéral souhaite un crédit supplémentaire de 37 milliards de francs pour doter l'armée suisse de nouveaux avions (le F-35 qui a été choisi est un avion d'attaque et pas de défense) et pour acheter des armes encore plus destructrices. Nos militaristes font joujou avec notre argent et se moquent complètement des besoins réels du pays. Il est temps d'en finir avec la course effrénée aux armements.

Rémy Cosandey